

Citoyen du monde à Montrouge

numéro 103, Février 2013

Mali : comment en sortir ?

Les scènes de liesse à Tombouctou libérée, à Bamako soulagée, donnent la mesure de l'enfer dont est sortie la première, et auquel la seconde a échappé de peu. Oui, la France a eu raison d'intervenir au Mali. Mais maintenant, comment en sortir ?

La situation est horriblement compliquée. Un vrai plat de spaghettis, avec des fils dans tous les sens : le fil « néo-libéralisme », le fil « islamisme », le fil « conflit ethnique », le fil « déliquescence de l'Etat », le fil « drogue »... Et le fil « néocolonialisme » ?

Le fil « néo-libéralisme »

Comment le Mali, qui fut, lors de sa « révolution démocratique » de 1991, considéré comme une démocratie exemplaire, en est-il arrivé à l'Etat en faillite que nous connaissons aujourd'hui ?

« La démocratie », explique Gilles Holder, anthropologue (*Le Monde*, 29 janvier), « c'est un grand mot qui masquait le **libéralisme économique** et l'affaiblissement de l'Etat. **Sous prétexte de le désendetter, on a déchargé l'Etat qui a du alléger ses politiques sociales.** [On reconnaît bien là la politique menée par le FMI et la Banque Mondiale, sous l'influence de l'idéologie néo-libérale, politique qui se poursuit en Europe, sous l'égide de la Commission européenne, avec des conséquences également catastrophiques pour les peuples européens, en Grèce, en Espagne, mais aussi en France. Par ailleurs, le Mali, comme nombre de pays « en voie de développement », comme on dit, a été victime de **l'échange inégal** : il a par exemple eu à soutenir la concurrence du coton subventionné par les Etats-Unis... Il ne pouvait pas s'en sortir...]. La santé, l'école, le développement ont été confiés à une « société civile » artificielle, travaillant pour des ONG financées de l'extérieur. Ce fonctionnement a nourri une nouvelle bourgeoisie déconnectée de la réalité. L'idée républicaine, avec son volontarisme national, a alors vacillé ».

« L'Etat malien », poursuit Gilles Holder, « redistribue peu. Il gouverne par une élite composée de gens qui « savent » et dont l'action est perçue comme prédation. La société malienne vit en équilibre entre ce pouvoir de prédation de l'Etat, et un pouvoir de pondération que l'Etat organise en partie : le religieux (...). La démocratisation, en introduisant de la compétition dans la sphère islamique, a entraîné le **transfert de la chose politique vers le religieux**. C'est là que l'on discute du statut de la femme, de l'excision, de la polygamie, de la peine de mort, du chômage, de l'absence de justice. »

Le fil « islamisme »

La norme islamique en vigueur au Mali est la charia. En 2009, le président Amadou Toumani Touré avait du retirer sa réforme du code de la famille qui allait dans le sens de l'égalité homme-femmes. **L'islam malien, sunnite, est divisé entre malékites** (très majoritaire, 80 % de la population), **et wahhabites** (réformisme venu d'Arabie saoudite, forme de salafisme, visant au retour à l'islam des origines). Les malékites, organisés par Cherif Haïdira et son mouvement Ansar Eddine (à ne pas confondre avec le mouvement rebelle de même nom combattant au nord...), défendent la laïcité et refusent la charia politique. Mais c'est un wahhabite, Mahmoud Dicko, qui a conquis la présidence du Haut Conseil islamique du Mali, et qui, avant même l'offensive des islamistes du nord, a constitué un « parti wahhabite », défendant l'idée d'une République islamiste. Cependant, ces deux chefs religieux soutiennent l'intervention française. Pour Cherif Haïdira, « AQMI, Ansar Eddine, Mujao : c'est pareil. Ce sont des bandits et des trafiquants de drogue qui utilisent la religion comme couverture... Il va falloir mener une guerre idéologique et dénoncer ceux qui se disent musulmans et qui sèment la mort ». Et Mahmoud Dicko se démarque des autorités musulmanes dont une du Qatar, qui dénoncent l'intervention française : « C'est la France qui a volé au secours d'un peuple en détresse, qui avait été abandonné par tous ces pays musulmans à son triste sort. Nous parler de croisade anti-islam, c'est quelque chose que nous ne pouvons accepter en tant que responsables musulmans du Mali ».

« L'intervention au Mali peut renforcer les courants pacifiques de l'islam », estime Michel Rocard (*Le Monde*, 6 février).

La galaxie des Frères musulmans est actuellement divisée. Le président égyptien Mohamed Morsi (haut dirigeant du mouvement des Frères musulmans) s'est dit hostile au déploiement des forces françaises, le premier ministre du Qatar (avec lequel la France entretient pourtant des liens très étroits...) également ; en revanche en Tunisie le pouvoir (contre l'avis d'une partie de la population...) dit « comprendre » la décision de la France ; et la Libye, où les Frères musulmans constituent la deuxième force politique, a apporté son soutien à l'opération « Serval » (*Le Monde*, 25 janvier).

Il faut aussi rappeler que les premiers mouvements terroristes islamiques ont été financés par les Etats-Unis pendant la guerre d'Afghanistan contre les Soviétiques. Le relais du financement a ensuite été assuré par les monarchies du Golfe...

Le fil « conflit ethnique » et le poids de l'histoire

« Construction étatique née de l'époque coloniale, le Mali apparaît comme le curieux assemblage de deux mondes étrangers l'un à l'autre. Au sud, les héritiers des grands ensembles politiques ouest-africains : l'empire du Mali, l'empire Songhaï ou le royaume de Ségou, qui furent tous confrontés, à un moment ou à un autre de leur histoire, aux incursions de guerriers et de commerçants maures, arabes ou **touareg**. » (*Le Monde*, 3-4 février). Le nord appartient au Sahara, avec ses

royaumes nomades et ses grandes routes caravanières. Avec la ville de Tombouctou, connue pour ses mausolées et ses précieux manuscrits, mais aussi l'un des centres névralgiques de la **traite négrière** transsaharienne.

Pendant la période coloniale, la France a construit de nombreuses écoles dans le sud du pays, mais s'est contentée de tracer quelques pistes dans le nord, aggravant ainsi les tensions entre le sud et le nord.

C'est par là que l'Etat malien a commencé à se décomposer.

La déliquescence de l'Etat malien

En janvier 2012, le Mouvement national de libération de l'Azawad (**MNLA**, mouvement touareg), nourri en combattants et en armes par la **chute de Khadafi**, s'empare de Gao et de Tombouctou, poussant chaque fois plus au sud une armée en déroute. Le régime malien agonise. Le président Amadou Toumani Touré (ATT), l'ancien militaire putschiste de 1992, revenu à la tête du pays par les urnes dix ans plus tard, qui avait bâti son pouvoir sur « un consensus à la malienne », mêlant impunité, laisser-faire, corruption, sur fond de **trafic de drogue**, est renversé le 22 mars 2012 par un putsch mené par le capitaine **Sanogo**. S'il a du rapidement céder le pas à un pouvoir civil de transition, Sanogo a conservé un redoutable pouvoir de nuisance (il a même fait tabasser le président de la transition, **Dioncounda Traoré**...).

Rapidement, le MNLA est chassé des villes conquises par les groupes touareg islamistes (Ansar Eddine) alliés à **AQMI** et sa filiale ouest-africaine du Mujao (créée par des Algériens chassés de l'Algérie à l'issue d'une guerre civile terriblement meurtrière, Al Qaida au Maghreb islamique –AQMI- s'était implantée au nord du Mali depuis dix ans, et y prospérait grâce aux rançons des otages et au **trafic de drogue**). Quand les djihadistes sont entrés dans les grandes villes du nord, ils ont d'abord été accueillis avec soulagement : ils ont débarrassé les populations des exactions des Touareg du MNLA. Ils ont rétabli une forme de droit, d'ordre et de justice. Mais ils ont aussi imposé une forme d'islam (les mains coupées, le supplice du fouet, la destruction de monuments et de livres précieux, la prise d'otages, la police des mœurs, l'obligation pour les femmes de se voiler, l'interdiction de fumer...) qui a fait horreur à la plus grande partie de la population.

Sans l'intervention française, commencée le 11 janvier en riposte à l'offensive menée la veille par les groupes islamistes sur Konna, le pays tout entier serait tombé sous leur coupe. Depuis, la coalition MNLA- AQMI- Ansar Eddine s'est fissurée. Les Touareg du MNLA se disent désormais prêts à la guerre contre les islamistes, aux côtés « de la Cedeao (communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest, de la France et de la communauté internationale » (*Le Monde*, 22 janvier).

Le fil « drogue »

On l'a vu, la drogue joue un rôle de premier plan, au nord comme au sud du Mali.

A mi-chemin entre l'Amérique latine et l'Europe, l'Afrique de l'Ouest est devenue une plaque tournante du trafic de cocaïne en provenance de Colombie, du Pérou et de Bolivie. Tout au long des itinéraires qu'il emprunte, l'argent né du commerce de la drogue permet d'acheter nombre d'intermédiaires, notamment des responsables politiques, comme au Mali, et a contribué au délitement des Etats.

L'Afrique de l'Ouest fournirait au marché européen entre un huitième et un quart de sa consommation. Comparable en termes de valeur à ceux du pétrole et des armes, le trafic de cocaïne est un des plus rentables. Achetée entre 2000 et 3000 € le kg dans les zones de production, elle en vaut 10 000 dans les villes de la façade atlantique, 12 000 dans les capitales du sahel, 18 000 à 20 000 dans les cités d'Afrique du Nord, et entre 30 000 et 45 000 dans les villes européennes.

Pour la police, les douanes et les juges ouest-africains, la lutte contre ce trafic relève de l'impossible : le fossé entre les moyens dont ils disposent et ceux des réseaux de trafiquants se révèle abyssal. (*Le Monde diplomatique*, février).

[Quand en viendra-t-on à cesser d'alimenter les réseaux criminels ? Il faudrait rendre légale la consommation de stupéfiants, en menant en parallèle des campagnes de prévention et d'aide aux victimes d'addiction, de la même façon qu'on le fait pour les drogues « légales » que sont l'alcool et le tabac...]

Néocolonialisme ? On a tôt fait d'évoquer la résurgence de la Françafrique.

Mais la France n'a pas d'intérêts majeurs au Mali : une filiale de France Télécom emploie plus de 30 000 personnes et représente 3 % du PIB malien ; les entreprises françaises comptent au Mali 28 filiales, qui emploient 2 700 salariés, tandis que 36 sociétés dirigées par des Français occupent 1050 personnes pour un chiffre d'affaires de 21 millions d'euros ; la communauté malienne en France est forte de 80 000 personnes (*Politix*, 24 janvier).

Et, contrairement à des interventions récentes lancées en Côte d'Ivoire et au Tchad, elle « jette ses forces non contre l'une des factions qui se déchirent ce qui reste d'Etat, mais contre des mouvements armés en partie étrangers qui remettent en cause l'intégrité territoriale du pays et ne cachent pas leur intention de recourir à l'action terroriste contre les "croisés". Elle répond à l'appel explicite du chef d'Etat malien dans un cadre légal précédemment défini par des résolutions des Nations unies. Elle a obtenu le soutien de l'Union africaine, pourtant exaspérée par la guerre de Libye de 2011, l'appui logistique des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne, l'approbation diplomatique plus ou moins chaleureuse de ses partenaires européens, de l'Afrique du Sud, de la Russie et de la Chine, l'envoi de premiers détachements ouest-africains, et, chose plus inouïe encore, le quitus de l'Algérie, qui a ouvert son espace aérien aux avions français » (*Jean-François Bayart, Le Monde*, 23 janvier).

Le problème malien dépasse de loin la préservation du pré carré de l'ancien colonisateur. Le cancer qui s'est développé au Mali –cette alliance entre groupes islamistes et trafiquants de drogue – menace toute la région. La prise d'otages spectaculaire sur le site gazier d'in Amenas, en Algérie, par un groupe allié à AQMI illustre la réalité de cette menace. Elle montre que le rayon d'action des terroristes s'étend loin de leurs bases de Gao ou de Tombouctou, où ils étaient en train d'installer leur sanctuaire ». La Côte d'Ivoire, le Nigéria, le Sénégal, le Niger ou le Tchad ne s'y sont pas trompés.

En sortir ? Les risques d'enlisement sont considérables. **Une nouvelle politique d'aide au développement est nécessaire.** Ce que l'on nomme les conflits ethniques renvoie en réalité, le plus souvent, à des luttes agraires sur lesquelles se sont greffés les mouvements djihadistes » *(Jean-François Bayart, Le Monde, 23 janvier).*
La France défend là une juste cause, dans **un continent qui porte** pour des raisons démographiques **l'avenir du monde.**

Bonnes nouvelles

Nouveaux modes de consommation. 52 % des Européens (et 62 % des Français) pensent faire davantage appel, dans les années qui viennent, à l'entraide, à l'échange de produits ou de « services-coups de main ». Le « faire soi-même se développe aussi et dans tous les pays : 93 % des Européens envisagent de faire de la cuisine pour leur propre usage, 52 % de la couture ou du tricot, 77 % du jardinage et du bricolage. 64 % pensent réparer eux-mêmes leurs appareils électriques. (*Le Monde*, 6 février).

[L'essor spectaculaire du SEL, à Montrouge, illustre parfaitement ces nouvelles tendances. Le numéro de février de « Silence » note, de son côté, que « dans les grandes villes – Paris, mais aussi Marseille, Lyon, Strasbourg –, de plus en plus de gens renoncent à la voiture. Un recul de la voiture observé pour la première fois depuis un siècle ! Et dans le même numéro, est cité « un président qui consomme peu » : José Mujica, président de l'Uruguay, qui reverse 90 % de son salaire de 9 300 € à une organisation d'aide au logement : « le bonheur sur terre, ce sont quatre ou cinq choses, les mêmes que depuis l'époque de Homère, l'amour, les enfants, une poignée d'amis... Le problème, ce ne sont pas les 7 à 8 milliards d'habitants, mais le gaspillage et l'hyperconsommation »].

Recréation d'un Commissariat au Plan. François Hollande a annoncé la création d'« un commissariat général à la stratégie et à la prospective », qui sera chargé de « prévoir les mutations de la France et du monde, dans cinq ans, dix ans, quinze ans », porter « une vision cohérente de l'avenir ». Ce sera un « lieu de dialogue, de réflexion prospective et d'expertise sur les politiques publiques ouvert à l'ensemble des acteurs sociaux ». (*Le Monde*, 3-4 février).

[La multiplication des plans sociaux, le déclin de l'industrie, par exemple dans le secteur de l'automobile, montre bien à quel point nous souffrons d'un manque d'anticipation. Il aurait fallu prévoir à temps des transitions, des réorientations... N'observe-t-on pas déjà la diminution du temps consacré au travail – qui se traduit aujourd'hui par la montée du chômage – ? Cette tendance va être renforcée par la crise écologique, et par le vieillissement de la population dans les pays développés. Ne faut-il pas, comme le préconise Michel Rocard, organiser la réduction du temps de travail ?]

Loi sur les lanceurs d'alerte. Les députés ont adopté en commission une proposition de loi votée en novembre 2012 par le Sénat visant à protéger les lanceurs d'alerte et à renforcer l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement. (*Le Monde*, 25 janvier).

Drogues

C'est la consommation précoce du cannabis qui est dangereuse. Pour le psychiatre Amine Benyamina, cette substance ne pose pas problème pour la grande majorité des consommateurs. En revanche, le haschich est nocif pour les adolescents. La maturation du cerveau n'est terminée qu'à 22 ou 23 ans, et l'on sait que plus la consommation est précoce, plus les risques sont élevés de devenir dépendant à cette drogue et à toute autre. Tout le monde s'accorde sur les effets néfastes du cannabis sur la scolarité et sur l'insertion.

Il y a quelques années encore, l'expérimentation se faisait au lycée. Aujourd'hui, c'est à la sortie de l'école, au début des années collège. En outre, il y a de moins en moins de fumeurs exclusifs de cannabis. Il constitue plutôt la base d'un cocktail (drogues, alcool), ce qui expose à des risques plus inquiétants. Il faut changer la loi en légalisant la consommation des adultes pour briser l'économie souterraine et l'hypocrisie, et poser des garde-fous pour les mineurs. (*Le Monde*, 2 février).

Justice et mémoire

Au Guatemala, un procès pour génocide. L'ancien dictateur Rios Montt sera jugé pour le massacre de populations indiennes entre 1982 et 1983. Massacres et exactions sont intervenus au plus fort de la guerre civile qui a opposé l'armée et la guérilla de gauche de 1960 à 1996, faisant plus de 200 000 morts. Le tiers de la population ixile de cette époque, estimée à 95 000 personnes, a été exterminé. (*Le Monde*, 3-4 février).

Les juges accélèrent leur enquête sur l'arbitrage favorable à Bernard Tapie. Les domiciles de l'homme d'affaires et du PDG de France Télécom ont été perquisitionnés. Christine Lagarde, à l'époque ministre de l'économie, avait, par son directeur de cabinet Stéphane Richard, donné son feu vert à l'arbitrage privé (aux termes duquel la somme de 403 millions d'euros avait été accordés à Bernard Tapie), puis refusé d'exercer un recours contre la sentence. Sur la période clé 2007-2008, Bernard Tapie a été reçu à de nombreuses reprises par M. Sarkozy, d'abord au ministère de l'intérieur puis à l'Élysée, une fois ce dernier élu président de la République. Selon une lettre anonyme adressée à M. Borloo, Mme Lagarde ne saurait être tenue responsable d'une procédure qui lui aurait été imposée par l'ex-avocat de M. Tapie, Jean-Louis Borloo (ministre des finances entre mai et juin 2007) et Nicolas Sarkozy. (*Le Monde*, 25 janvier). (*Le 21 janvier, le tribunal correctionnel de Paris examinait l'affaire « pétrole contre nourriture », qui met en cause les réseaux gaullistes, dont ceux de Charles Pasqua- politique et affairisme sur fond de pétrole irakien. Le Monde 22 janvier.*)

Chine

La pollution grandissante commence à être prise au sérieux. Les Pékinois ont été plongés dans le smog pendant plusieurs semaines, où le taux (entre 25 et 45 µg/m³) de particules fines de moins de 2,5 µm de diamètre – les plus nocives car elles pénètrent profondément dans l'appareil respiratoire – était bloqué au niveau « dangereux » ou « nocif pour la santé ». Les quelque 5,2 millions d'automobiles de la capitale généreraient le

quart des particules fines en suspension dans l'atmosphère, et 58 % des émissions de monoxyde d'azote. Les normes d'émission pour les nouveaux véhicules automobiles sont désormais l'équivalent de la norme européenne Euro 5. (*Le Monde*, 2 février).

Union européenne

Dettes

« Février 1953. La République fédérale d'Allemagne (RFA) croule sous les dettes et menace d'entraîner l'ensemble des pays européens dans la tourmente. Préoccupés par leur propre salut, ses créanciers – dont la Grèce – prennent acte d'un phénomène qui n'a surpris que les libéraux : la politique de « dévaluation interne », c'est-à-dire la réduction des salaires, n'assure pas le remboursement des sommes dues, au contraire.

Réunis à Londres au cours d'un sommet exceptionnel, 21 pays décident de réévaluer leurs exigences à l'aune des capacités réelles de leur partenaire à faire face à ses obligations. Ils amputent de 60 % la dette nominale cumulée de la RFA et lui accordent un moratoire de 5 ans (1953-1958), ainsi qu'un délai de 30 ans pour rembourser. Ils instaurent également une « clause de développement » autorisant le pays à ne pas consacrer au service de la dette plus d'1/20 de ses revenus d'exportation. L'Europe vient de prendre le contre-pied du traité de Versailles (1919), jetant les fondements de l'Allemagne de l'ouest après la guerre.

C'est précisément ce que la Coalition de la gauche radicale grecque (Syriza) propose aujourd'hui : procéder à rebours des petits traités de Versailles qu'imposent la chancelière allemande Angela Merkel et son ministre des finances Wolfgang Schäuble aux pays européens endettés, et nous inspirer de l'un des plus grands moments de clairvoyance qu'ait connus l'Europe d'après-guerre.

L'idée avancée par Syriza d'une conférence européenne sur la dette, sur le modèle de celle de Londres sur la dette allemande en 1952, représente, selon nous, la seule solution réaliste et bénéfique pour tous : une réponse globale à la crise du crédit et au constat de l'échec des politiques menées en Europe ». (*Alexis Tsipras, dirigeant de Syriza, Le Monde diplomatique, février, qui écrit aussi :*

« L'establishment – qui a survécu de justesse aux élections du 17 juin, en semant la peur quant à une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro – vit sous l'assistance respiratoire d'un second poumon artificiel : **la corruption**. La difficile tâche consistant à briser la collusion entre milieux politiques et économiques – une question qui ne concerne pas que la Grèce – constituera l'une des priorités d'un gouvernement populaire conduit par Syriza).

Le budget européen en baisse pour 2014-2020 pour la première fois dans l'histoire européenne

Grave recul. La Grande-Bretagne, qui ne veut voir dans l'Union européenne qu'une zone de libre échange, a bénéficié du soutien de l'Allemagne. Tout se passe comme si l'Europe doutait d'elle-même. Il faudrait au contraire renforcer les moyens de l'Union européenne. « Sur l'autel d'une austérité sans pareille, le Conseil européen a sacrifié les politiques européennes d'avenir », commente Eva Joly (EELV). Les crédits de l'aide européenne aux plus démunis baissent de 30 %.

Les députés européens menacent de ne pas voter ce budget. (*Le Monde*, 10-11 février).

Echecs. Solution au problème de S. Loyd posé dans le numéro précédent : B : R g6 ; D a7 ; T d8 et g4 ; C d4 et f4 ; F h 8 ; P c2 et f2 ; N : R e4 ; C d5 et f6. Les Blancs jouent et font Mat en DEUX coups.

Solution (envoyée par H. C.) : 1. Cf4xd5 + Cf6xg4 2. f2-f3 # (si 1... Ré5 2. Fxf6 #)

Autre solution : Il y avait aussi un premier coup des B totalement contre-intuitif : 1. Dh7 !!! (ne craignant pas 1... Cxh7 car 2. Cd5 #)

1... Si le C f6 joue (h5, xg4, d7, e8, ou g8) 2. Rg5 # ; 1... Si le R noir va dans la seule case possible : 1... Re5 2. Cd3 #!

Si c'est le C d5 qui se déplace : 1... C d5 x f4, ou c3, ou b4, ou b6, ou c7 2. Rxf6 #

Reste 1... C e7 + ou C é3 Alors, 2. Dxe5 #!!!

Courrier des lecteurs

T.V. : Juste un commentaire sur la réaction de Depardieu et celle de l'opinion publique. Le problème est celui que notre système éducatif ne fait pas, à dessein, d'éducation citoyenne. Les Français sont donc sans connaissance en économie, politique et sociologie et donc beaucoup plus faciles à manipuler. Rajoute à cela les scandales habituels depuis des décennies et tu arrives à cette conclusion que l'État est un adversaire de classe parce qu'aux mains des puissants, oppresseur et injuste. A partir de cette sensation, qui se dresse contre l'État reçoit le soutien des autres opprimés.

On retrouve ce même problème dans le soutien au Tea Party de gens qui en seraient les victimes si on suivait leurs propositions, comme on a vu s'engager essentiellement pour l'Irak et l'Afghanistan des négros et latinos américains qui n'avaient rien à faire dans un combat qui au final n'existait que pour favoriser les intérêts de leurs oppresseurs.

Il y a un travail fantastique d'information à faire pour reprendre le contrôle de notre démocratie et comprendre que l'État c'est nous. Pour cela il faudrait aussi revenir à une fiscalité simple et transparente où soit complètement visible le besoin de financement de l'État et son mode de financement.

S. D. : Je me permet de faire une remarque sur le titre de votre journal, au demeurant fort intéressant ; "Esprit de la nuit du 4 Août, reviens" ne correspond pas à ce que vous souhaitez démontrer ; en effet, dans cette fameuse nuit, il y a eu effectivement (comme dans la déclaration

des droits" "l'esprit et la lettre" et dans cette abolition des privilèges, les privilégiés ont soigneusement distingué les droits moraux, des droits engendrant des rentrées d'argent ; ils ont facilement cédé sur les droits moraux (qui ne leur coûtaient rien et qui ont été remis en cause dès la contre révolution bourgeoise du 24 juillet 1794) et les autres droits que le peuple devaient racheter ce qui était pour la plupart impossible.

J'ai beaucoup travaillé sur la RF en particulier avec une universitaire, Mme Florence Gauthier, spécialiste des droits naturels de l'homme et du citoyen qui m'a beaucoup appris sur la complexité de la période et a donc contribué à ce que je comprenne les nuances non négligeables et lourdes de conséquences de la période.

Sabine Delbo historienne, conférencière. Site : www.sabinedelbo.fr

Sur le site <http://local.attac.org/attac92/spip.php?rubrique152> on peut lire d'anciens numéros de cette lettre « Citoyen du monde à Montrouge », et des notes de lecture, ...). Si vous souhaitez que cette lettre mensuelle soit adressée à d'autres personnes de votre

connaissance, indiquez leur adresse électronique à jean-paul.alletru@wanadoo.fr. N'hésitez pas à la rediffuser. Si vous souhaitez ne plus la recevoir, ou si vous voulez faire part de réactions, commentaires, informations, faites le savoir par un message à cette même adresse.